



PS

Paris, le 3 mai 2011

Communiqué

Guillaume Bachelay, Secrétaire national à l'industrie, aux entreprises et aux nouvelles technologies,

Alain Vidalies, Secrétaire national au travail et à l'emploi

Les mesures de l'UMP pour la croissance et l'emploi : la continuité dans l'échec

Désindustrialisation massive, explosion du chômage et de la précarité, inégalités en forte hausse et baisse du pouvoir d'achat : depuis quatre ans la politique du gouvernement UMP est un échec total. Rarement notre pays a connu une situation économique et sociale aussi dévastée. Le paravent de la crise est usé jusqu'à la corde par l'UMP pour expliquer les mauvais résultats. La réalité, c'est que la politique Sarkozy-Fillon a profondément aggravé en France les effets de la crise. Jamais une politique n'a eu un bilan aussi calamiteux.

Et pourtant, les mesures de l'UMP en faveur de l'emploi, présentée cet après-midi ne proposent qu'une seule chose : continuer.

Le parti majoritaire s'enferme dans une politique de baisse des salaires, de flexibilisation des contrats de travail et de cadeaux aux grandes entreprises sans aucune contrepartie. La régression va continuer : fragilisation du statut des apprentis, réduction de la place des salariés dans les instances des entreprises sous couvert de simplification, création d'un Crédit d'Impôt Innovation qui va reproduire les défauts du Crédit Impôt Recherche.

Pourtant, depuis 2007, cette politique a eu comme conséquence la destruction massive d'emploi - destruction subventionnée sur fonds public, ce qui est un comble - et la précarisation grandissante d'une part toujours plus importante des salariés.

La France, nos PME-PMI et les travailleurs de ce pays ont besoin d'une politique alternative, une politique que le Parti socialiste propose dans son projet pour 2012.

Pour relancer l'investissement et la production, notamment des TPE – PME qui sont les principales créatrices d'emplois, nous proposons :

- la création d'une banque publique d'investissement industriel déclinée sous forme de fonds régionaux et dont les prêts seront conditionnés (plans de maintien ou de création d'emplois, encadrement des dividendes, excellence environnementale et sociale) ;
- la réorientation du crédit impôt recherche, devenu un outil d'optimisation fiscale, vers les PME et l'industrie ;
- la modulation de l'impôt sur les sociétés selon que les bénéfices sont réinvestis ou distribués aux actionnaires ;
- avec nos partenaires, nous créerons un brevet européen pour aider les PME innovantes à protéger leurs innovations et à exporter.

Pour protéger les salariés et relancer rapidement l'emploi nous proposons également :

- la création de 300.000 « emplois avenir » en direction de la jeunesse et notamment dans le domaine du développement durable, dont 150.000 dès l'été 2012 ;
- la mise en place de véritables dispositifs pour interdire les licenciements boursiers ;
- la modulation des cotisations sociales pour favoriser le recours au CDI ;
- l'instauration d'une sécurité sociale professionnelle.

La croissance et l'emploi sont au cœur du projet socialiste. Depuis 4 ans, ce n'est une priorité pour la droite que dans les discours et uniquement le temps des campagnes électorales.